

FACE À LA MENACE CLIMATIQUE, CHANGEONS LE SYSTÈME !

La menace climatique est grandissante. Nous sommes pris dans une course de vitesse : alors que la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère augmente depuis 200 ans, provoquant le réchauffement de la planète, les décisions politiques urgentes se font toujours attendre.

Il faut ni plus ni moins changer le système, sans quoi nous dépasserons un seuil qui mènerait nos sociétés vers un bouleversement majeur. Plus nous tarderons à réagir, plus le coût sera élevé. Il n'y a aucune fatalité. Les solutions existent ! Le Collectif Roosevelt propose diverses mesures cohérentes avec son manifeste.

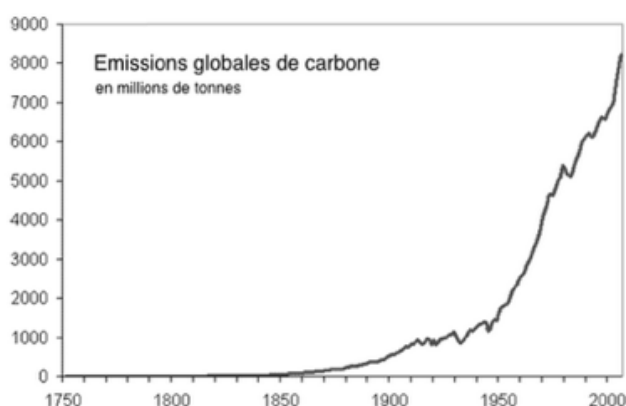


COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

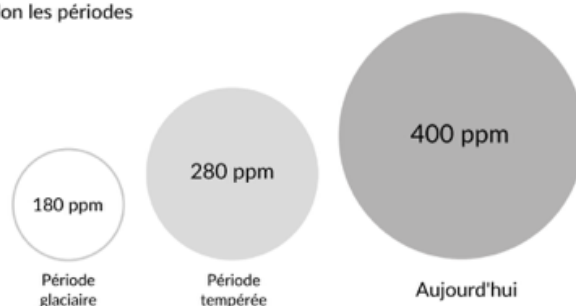
Le mécanisme du réchauffement

Dès la fin du XVIIIe siècle, l'exploitation de nouvelles sources d'énergie, fossiles, ouvre la période de la révolution industrielle. Charbon, pétrole, puis gaz permettent le développement à un rythme sans précédent de l'activité économique. La combustion de ces matières libère d'énormes quantités de gaz dans l'atmosphère, au point d'en modifier la composition.

Or la composition de notre atmosphère a un lien direct avec la température moyenne sur Terre, en raison du mécanisme de l'effet de serre. Plus la proportion de gaz à effet de serre (GES) est importante, plus la chaleur reçue du soleil est emprisonnée. C'est ainsi qu'en 200 ans, la température moyenne de la Terre s'est déjà élevée de 0,85°C, et une hausse de 1,6°C est désormais inévitable. Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre, responsable d'environ 76% du réchauffement actuel.



Proportion de dioxyde de carbone dans l'atmosphère selon les périodes



Les impacts du réchauffement

Déjà visibles à +0,8°C :

- une élévation du niveau des mers
- des déplacements de population
- une perturbation des calendriers agricoles
- 3 fois plus d'événements extrêmes en 30 ans
- des vagues de chaleur plus fréquentes
- des feux de forêts plus fréquents

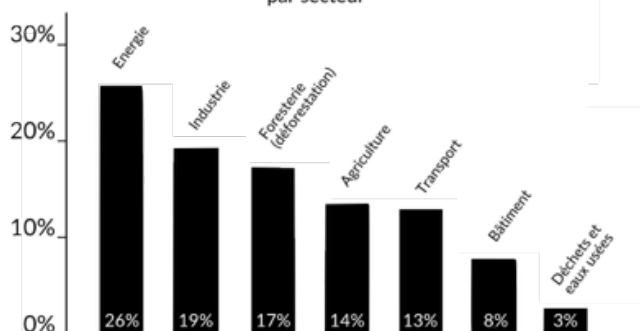


À +2°C, +3°C, +4°C, +5°C...

- la désertification d'espaces
- l'effondrement d'écosystèmes
- des déplacements massifs de populations
- une montée des eaux de plus d'un mètre
- une baisse de la production agricole mondiale
- une baisse de l'accès à l'eau douce

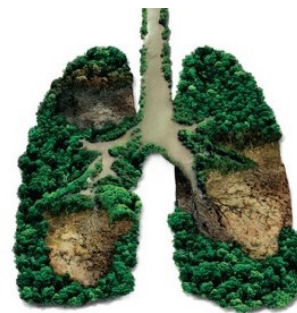


Contributions aux émissions de gaz à effet de serre par secteur



Pour rester sous le seuil des 2°C, l'objectif désigné lors de la conférence de Copenhague en 2009, nous ne pouvons pas brûler plus de 20% des réserves fossiles connues. Ces chiffres supposent un changement radical de notre modèle de société : une réduction forte de notre consommation d'énergie, un passage à 100% à des sources renouvelables, telles que le solaire, l'éolien... En deux mots, accomplir une transition énergétique.

Le problème n'est pas qu'énergétique : si l'on inclut la déforestation qu'elle cause, l'élevage industriel représente la première cause du changement climatique, responsable de près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre.



Pourquoi ça bloque ?

- La priorité dans l'action politique est toujours accordée à la croissance par les décideurs. Plus largement, les logiques et problèmes de court-terme priment souvent sur les questions de long-terme, et le climat est toujours perçu comme un problème distant ;
- la question climatique est encore trop souvent détachée d'autres secteurs, comme l'énergie, la finance, la fiscalité, le chômage, les transports, le bâtiment, l'urbanisme, l'agriculture... alors même que la transition affectera tous ces domaines ;
- les lobbies des industries fossiles travaillent activement à empêcher toute décision politique contraire à leurs intérêts économiques ;
- il est impossible de financer une transition ambitieuse dans un contexte d'austérité budgétaire, qui affaiblit considérablement le levier de l'action publique.

Les négociations internationales sont bien souvent la caisse de résonance de ce manque de volonté politique : aucun progrès significatif n'a été réalisé depuis 20 ans, et les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté d'environ 50% dans le même temps.

NOS PROPOSITIONS

La transition doit respecter cinq principes centraux : la sobriété (une consommation plus responsable de l'énergie), l'efficacité énergétique (améliorer le rendement de l'énergie consommée), une sortie du fossile avec un passage au renouvelable, la démocratie, (la production, la gestion et la consommation de l'énergie gérées directement de façon décentralisée par les citoyens), et l'adaptation de nos territoires au changement climatique.

FINANCER LA TRANSITION

Le premier argument servant à justifier l'inaction climatique est le manque d'argent : "les caisses sont vides". Selon cette analyse, crise économique et action climatique sont incompatibles. Il faudrait encore attendre, encore repousser des mesures urgentes. Or c'est précisément l'inverse : la crise économique et financière actuelle a révélé des déséquilibres profonds qu'une transition juste et ambitieuse permettrait de corriger !

Augmenter les ressources publiques

On ne peut engager une réelle transition dans un contexte d'austérité budgétaire. Nous proposons à ce titre plusieurs mesures dont les effets seraient immédiats si elles étaient mises en oeuvre :

- ✓ **Lutter plus activement contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux**, qui coûtent aux Français-es plus de 60 milliards d'euros par an ;
- ✓ **mettre en place une taxe sur les transactions financières plus ambitieuse** que celle qui existe aujourd'hui au niveau français, pour financer la transition et réguler le secteur financier ;
- ✓ **taxer les dividendes** : harmoniser par le haut la fiscalité dans l'Union Européenne en créant un impôt européen sur les bénéfices des entreprises.

En finir avec les subventions aux énergies fossiles

**20 milliards
d'euros par an**

C'est ce que nous coûtent les subventions aux énergies fossiles selon le Réseau Action Climat. Une transition cohérente implique la suppression progressive de la totalité des niches fiscales favorisant les énergies du passé.

L'Etat et l'administration publique doivent également désinvestir : retirer progressivement tous leurs fonds de projets sales liés aux énergies fossiles. L'argent public ne doit plus financer le chaos climatique !

Mettre en place une fiscalité écologique

**37 milliards
d'euros par an**

C'est ce que pourrait rapporter une taxe sur les transactions financières européenne plus ambitieuse. Or la France a agi pour revoir le projet à la baisse : la taxe actuelle ne devrait rapporter que 5 milliards d'euros environ.

Toute notre fiscalité doit être revue pour intégrer des incitations à la transition vers l'économie de demain. Pour l'instant l'effort est largement insuffisant. Une taxe carbone a été mise en place en 2014, dont le taux devrait augmenter en 2015 puis se stabiliser en 2016... or pour inciter les entreprises et les particuliers à baisser leur empreinte carbone, ce taux devrait continuer à augmenter progressivement sur le long-terme. Au-delà de la seule taxe carbone, les pouvoirs publics et les organismes internationaux doivent progressivement intégrer toutes les externalités négatives (autrement dit les "coûts environnementaux") dans les comptabilités publiques et privées.



La justice sociale doit être un principe central de la fiscalité écologique : la transition est une opportunité unique pour corriger certaines inégalités telles que la précarité énergétique et les difficultés de transport.

Ils agissent !



**Les Amis
de la Terre**

La campagne *Finance Responsable* des Amis de la Terre née en 2005 a pour but de veiller sur les flux financiers privés pour les réorienter vers le financement de sociétés soutenables. L'association travaille donc sur différents aspects : transparence, finance de projets sales à travers le monde, normes environnementales...



La NEF est une coopérative de finances solidaires créée en 1988. Jusqu'ici, l'organisme se limitait à la collecte d'épargne et l'octroi de crédits, mais depuis 2014, grâce à une modification de ses statuts, elle est en passe de devenir la première banque éthique de France.

CHANGER DE MODÈLE

Bâtiment : le chantier de l'isolation

Le bâtiment est un des chantiers principaux de la transition. Nous demandons un audit énergétique des logements chaque fois qu'ils sont mis en vente, et des travaux obligatoires de rénovation dès que l'audit les estime nécessaires. Les travaux d'isolation doivent être financièrement accessibles, quels que soient les niveaux de revenus.



Pour cela, nous proposons un Plan Climat-Energie-Pouvoir d'achat. La Banque Européenne d'Investissement (BEI) prêterait 1 000 milliards d'euros aux Etats-membres à des taux très réduits. La mobilisation climatique est une priorité nationale et communautaire. On a prêté 2 000 milliards d'euros aux banques pour se renflouer après la crise en 2009. L'action climatique est au moins aussi légitime ! Un tel plan permettrait de financer les travaux de rénovation énergétique à un coût financier très réduit pour les ménages moyens ou modestes. Cela permettrait :

- ✓ de réduire les émissions du secteur de plusieurs millions de tonnes de CO₂ ;
- ✓ une économie de 1 000 euros par an et par ménage sur leur facture énergétique ;
- ✓ de créer 200 000 emplois en 10 ans en France ;
- ✓ de ne pas laisser de côté les ménages les plus modestes et les plus fragiles.

Les transports : une révolution à accomplir

Le secteur des transports est l'un des seuls qui a vu ses émissions augmenter au cours des dernières années, de près de 10% par rapport à 1990. Or, hormis la voiture électrique, la loi sur la transition énergétique fait l'impasse sur la question ! Pourtant la transition n'aura pas lieu sans une série de changements majeurs :



- ✓ **investir massivement dans les transports en commun** : le rail, en milieu urbain ;
- ✓ **changer le rapport à la voiture** : limiter les vitesses, réduire la puissance des moteurs, favoriser le co-voiturage et limiter la place dédiée aux voitures en ville ;
- ✓ **mettre en place une vraie fiscalité écologique** qui pénaliserait les modes de transports polluants au profit des transports collectifs (l'abandon de l'écotaxe est, à cet égard, un très mauvais signal) ;
- ✓ **favoriser l'économie locale**, rapprocher domicile et lieu de travail, densifier l'habitat, freiner l'étalement urbain, favoriser le télé-travail...
- ✓ **modifier les comportements individuels** en privilégiant les modes de transport moins polluants, restreindre au maximum les déplacements en avion (50% des vols se font sur de courtes distances !)

Un nouveau rapport à l'énergie

L'énergie la plus propre et la moins chère est d'abord celle que l'on ne consomme pas. C'est pourquoi la transition énergétique suppose tout d'abord des progrès significatifs en terme de sobriété (une consommation plus responsable de l'énergie, la fin de certaines pratiques nuisibles comme l'éclairage publicitaire de nuit) et l'efficacité énergétique (logements et appareils moins consommateurs). Une fois ces économies réalisées, il faudra couvrir l'essentiel de la consommation par des sources renouvelables. Le photovoltaïque, l'éolien, la géothermie, la biomasse (sous certaines conditions) sont les énergies de demain. Or avec 13 % d'énergie renouvelable dans sa consommation finale, la France est en retard sur ses objectifs. Les bénéfices sont pourtant nombreux :

- ✓ une amélioration nette de la **qualité de l'air** ;
- ✓ le **coût des énergies renouvelables** diminue régulièrement, contrairement aux énergies fossiles et au nucléaire ;
- ✓ la création de **centaines de milliers d'emplois** non délocalisables (les énergies renouvelables créent 4,6 fois plus d'emplois que le nucléaire !) ;
- ✓ **une réduction de notre déficit commercial** et une plus grande indépendance énergétique.



La multiplication des lieux de production permettrait également de les rapprocher des lieux de consommation, et d'éviter ainsi les pertes d'énergie considérables lors de son transport. La mise en place de "réseaux intelligents" permettrait une meilleure maîtrise de la consommation locale et une meilleure gestion des sources renouvelables. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la production locale d'énergie ouvre la voie vers plus de démocratie et une plus grande autonomie des territoires et d'une gouvernance plus proche des citoyen-ne-s.

Ils agissent !



Energie Partagée est un fonds citoyen qui accompagne et finance des projets d'économies d'énergie et de production d'énergie renouvelable. En d'autres termes, votre épargne finance la transition !



Enercoop est le seul fournisseur d'électricité à s'approvisionner directement et à 100% auprès de producteurs d'énergie renouvelable (solaire, éolien, hydraulique et biogaz). Ses bénéficiaires sont également réinvestis dans les énergies renouvelables. Il s'agit du seul fournisseur d'électricité sous forme coopérative en France.

Vers un changement de modèle

La transition passera par un changement de modèle et un changement dans les mentalités. Relocalisation de l'économie, démocratie locale, réduction de la consommation de viande, lutte contre l'obsolescence programmée, réduction des achats de biens neufs, recyclage, préparation de nos territoires à l'adaptation, renforcement du droit international, protection de notre biodiversité... la transition touchera tous les pans de notre société et nécessitera une planification sur le long-terme pour aider à la reconversion des secteurs. Chacun-e d'entre nous peut, à son niveau, exercer des choix de vie qui contribuent à lutter contre la crise climatique, tout en recréant du lien social et en redonnant du sens au quotidien.

Travailler moins pour sauver la planète ?

Une réduction du temps de travail permettrait de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, notamment en raison de la baisse des déplacements qu'elle engendrerait.



Ils agissent !



La dynamique Alternatiba montre le potentiel de la mobilisation citoyenne : depuis son lancement à Bayonne en 2013, le mouvement des villages des alternatives prend son envol, et plus de 50 villages se préparent en 2015, en France et partout dans le monde.

La mobilisation victorieuse contre l'exploitation du gaz de schiste et le blocage de grands projets polluants a montré le pouvoir de l'organisation citoyenne et des résistances locales. Un sursaut citoyen salvateur est crucial pour la mise en œuvre d'une nouvelle économie à un rythme soutenu, à la mesure de l'urgence de la transition énergétique et écologique, compatible avec les limites de notre planète, remettant au centre l'humain et l'environnement et non le profit de quelques-uns.

Pour changer le système, il ne manque que la volonté politique ! Les citoyen-ne-s doivent exiger des responsables des alternatives concrètes à la hauteur des enjeux.

La transition écologique est un enjeu démocratique qui ne peut être que l'affaire de toutes et tous.

SOURCES ET PARTENAIRES

RAPPORTS

Les emplois de la transition énergétique, Réseau Action Climat, 2011

Cinquième rapport du GIEC, 2013-2014

Un monde à +4°C, Banque mondiale, 2014

Scénario de Transition, Rapport de Greenpeace France, 2013

Scénario négaWatt 2011, négaWatt, 2011

RESSOURCES WEB

Collectif Stop TAFTA - www.collectifstopafta.org

Collectif pour une transition citoyenne - www.transitioncitoyenne.org

Alternatiba - www.alternatiba.eu

Amis de la Terre - www.amisdelaterre.org

Enercoop - www.enercoop.fr

Energie partagée - www.energie-partagee.org

Réseau Action Climat France - www.rac-f.org

Le Collectif Roosevelt est un mouvement citoyen rassemblant plus de 100 000 personnes autour d'un manifeste de 15 propositions. Rejoignez-nous !

Collectif Roosevelt

16 rue Dugommier - 75012 Paris

01 43 44 23 58 - contact@collectif-roosevelt.fr

collectif-roosevelt.fr

